



**71^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

**LES PME SOUFFRENT
MAIS SEMBLENT ARMÉES
POUR SURMONTER LA
CRISE**

JUILLET 2020

Les PME ont subi un choc d'une ampleur inédite, atténué par les mesures de soutien public. Les PME anticipent pour plus de la moitié un retour à la normale progressif

Sans surprise, les PME ont subi un choc d'activité très fort, inédit dans son ampleur. Les perspectives d'embauche et d'investissement, sont logiquement fortement revues à la baisse compte tenu de cette chute d'activité quasi générale, de la dégradation de la situation financière et du contexte économique hautement incertain pour les prochains trimestres.

Le principal défi pour les PME a été d'absorber le violent choc du printemps. Leurs retours sont clairs : ce choc a considérablement dégradé le coussin de trésorerie, qui était cependant à très bon niveau en moyenne avant la crise. Il dégradera également la rentabilité de l'exercice.

Pour autant, une très grande proportion se dit en mesure de passer le cap et le défi de la survie semble en passe d'être remporté à court terme. En matière de trésorerie, environ la moitié des PME déclarent avoir des réserves suffisantes et 40 % rencontrer des difficultés qu'elles qualifient de surmontables. 3 % rencontrent de très graves difficultés.

Les dispositifs de soutien sollicités par les entreprises (prêt garanti par l'Etat, report de charges, activité partielle, fonds de solidarité, etc.) ont sans doute largement contribué à ce résultat, avec un taux de recours très élevé parmi les PME. 90 % des PME ont sollicité au moins un dispositif public, qu'elles se sont très bien approprié (très peu de PME déclarent ne pas connaître les dispositifs mis à disposition).

Le PGE a été un soutien particulièrement important pour s'assurer contre les impasses de trésorerie. 51 % des PME déclarent y avoir eu recours à mi-juin. Cette large distribution peut sans doute expliquer pourquoi les conditions d'accès au financement sont restées très accommodantes selon les PME interrogées. Ce soutien à la liquidité restait à mi-juin en grande partie une réserve non totalement mobilisée. 59 % des PME l'ayant sollicité déclarent à mi-juin encore pouvoir mobiliser la totalité ou une large partie des liquidités obtenues dans les prochains mois.

Les mesures de soutien mises en place pour les entreprises pourraient également expliquer une révision, en proportion au recul de l'activité, limitée des perspectives d'embauche, un point sans doute positif pour la reprise. En déclarant privilégier très largement le report plutôt que l'annulation des embauches ou des investissements, les PME semblent par ailleurs davantage dans l'expectative face à l'incertitude très forte sur l'environnement économique actuel, plutôt que dans une logique de révision drastique de leurs plans de développement.

Cela se reflète également dans une population de PME partagée quasiment à parts égales entre celles anticipant un retour rapide à un niveau d'activité normal (même si en majorité sans rattrapage des pertes du printemps) et celles qui entrevoient un retour plus difficile. Les PME du Tourisme et les PME exportatrices sont les plus pessimistes sur la reprise de leur activité, puisqu'elles sont respectivement 83 % et 67 % à prévoir un retour difficile à la normale. Les PME de la Construction sont à l'inverse plus optimistes sur la sortie de crise puisque les deux-tiers d'entre-elles perçoivent une reprise d'activité rapide vers un niveau normal. Le niveau des fonds propres représente par ailleurs une contrainte forte ou modérée pour aborder la reprise pour 56 % des PME même si les fonds propres ne semblent toutefois pas être à ce stade un problème perçu significativement plus fort que par le passé. Ainsi, 22 % d'entre elles se disent prêtes à ouvrir leur capital, essentiellement *via* la recherche d'un associé.

5556 PME (1 à 250 salariés) ont répondu à cette enquête. Parmi celles-ci, 2875 PME, qui font partie d'un panel numérique, ont accepté de répondre à des questions spécifiques liées au Covid, qui avaient déjà été posées lors d'un baromètre précédent en avril afin de donner un point de comparaison.

Les résultats de ce supplément Covid montrent une légère mais nette amélioration sur toutes les dimensions enquêtées. La part des PME déclarant un report ou une annulation des plans d'embauche et d'investissement recule de 12 et 14 points de pourcentage (pp) respectivement en deux mois. La part des PME anticipant un retour rapide à la normale progresse de 11 pp et les difficultés de trésorerie jugées insurmontables sont réduites de deux tiers (3% des PME en juin contre 9% en avril).

CE QU'IL FAUT RETENIR

1

Les perspectives d'activité pour 2020 chutent sévèrement, la correction des perspectives d'embauche reste plus modérée

Les PME révisent de façon inédite leurs perspectives de chiffre d'affaires cette année (solde d'opinion à -59 contre +25 fin 2019, plus bas historique). La révision des perspectives d'embauche serait plus limitée (solde d'opinion à -13, au dessus du point bas de 2009 à -17), possiblement en lien avec le recours massif au dispositif d'activité partielle.

2

La trésorerie des PME s'est logiquement fortement détériorée mais la très grande majorité des PME se disent en capacité de surmonter ces difficultés financières

Malgré la dégradation sensible de la situation financière des entreprises, seules 3 % des PME jugent les difficultés de trésorerie rencontrées insurmontables compte tenu des dispositifs de soutien sollicités. 90 % des PME déclarent avoir mobilisé au moins un dispositif public pour pallier leurs besoins de trésorerie.

3

Le PGE a été très fortement mobilisé et constitue encore à date une réserve importante pour faire face aux besoins de cash dans les prochains mois

Une PME de 1 à 250 salariés sur 2 (51%) ont demandé un PGE. La proportion ne varie pas selon la taille ou le secteur d'activité, à l'exception du tourisme. 35% des PME seulement déclarent avoir utilisé plus de la moitié de leur PGE pour régler les dépenses courantes passées, contre 59% avoir utilisé moins de la moitié du PGE à la date de l'enquête, dont 33% « peu ou pas du tout ».

4

La chute de l'activité et le niveau élevé des incertitudes pèsent sur l'investissement cette année

Les entreprises révisent sensiblement leurs projets d'investissement pour l'année 2020. Les PME sont toutefois plus nombreuses à anticiper un report de leurs projets qu'une annulation. La faiblesse de la demande est le principal obstacle à l'investissement, cité par 61 % des PME. Le manque de fonds propres est cité par 33 % d'entre elles, ce qui reste inférieur au niveau des années 2015-2016. 22 % des entreprises se disent prêtes à ouvrir leur capital, sous la forme de l'arrivée d'un nouvel associé plutôt que d'un fonds pour la très large majorité d'entre elles.

5

Seules 50% des PME anticipent un retour rapide à un niveau d'activité normal mais dans l'ensemble leur confiance s'améliore sensiblement depuis le confinement

Environ la moitié des PME dont le chiffre d'affaires a été négativement impacté par la crise estiment que le retour à la normale de leur activité se fera difficilement après la levée du confinement. L'autre moitié anticipe un retour rapide à la normale de l'activité mais sans rattrapage des pertes accumulées pendant le confinement pour la plupart d'entre elles. Point positif, les PME sont plus confiantes en l'avenir qu'en avril dernier date de la dernière enquête trimestrielle de Bpifrance Le Lab, signe que la reprise est bien enclenchée.

Les chiffres clés

-15%

**CROISSANCE MOYENNE DU CHIFFRE D'AFFAIRES
ANTICIPÉE POUR L'ANNÉE EN COURS**
APRÈS +3% IL Y A UN AN POUR 2019

49%

**PART DES PME QUI JUGENT LEUR TRÉSORERIE
SUFFISANTE POUR AFFRONTER LA CRISE**
39% JUGENT AVOIR DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE
MAIS SURMONTABLES

41%

PART DES PME QUI COMPTENT INVESTIR CETTE ANNÉE
EN BAISSÉ DE 9 POINTS SUR UN AN

53%

**PART DES PME QUI ANTICIPENT UN RETOUR A UN NIVEAU
D'ACTIVITÉ NORMAL DIFFICILE POST CONFINEMENT**
ELLES ÉTAIENT 63% EN AVRIL

51%

PART DES PME QUI ONT DEMANDÉ UN PGE
12% SUPPLÉMENTAIRES ENVISAGENT D'EN FAIRE LA DEMANDE
DANS LES PROCHAINS MOIS

59%

**PART DES BÉNÉFICIAIRES DU PGE QUI À MI-JUIN
ESTIMENT QU'UNE LARGE PARTIE DE LEUR PGE RESTE
MOBILISABLE**

SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2021**
- 04. MÉTHODOLOGIE**



01.

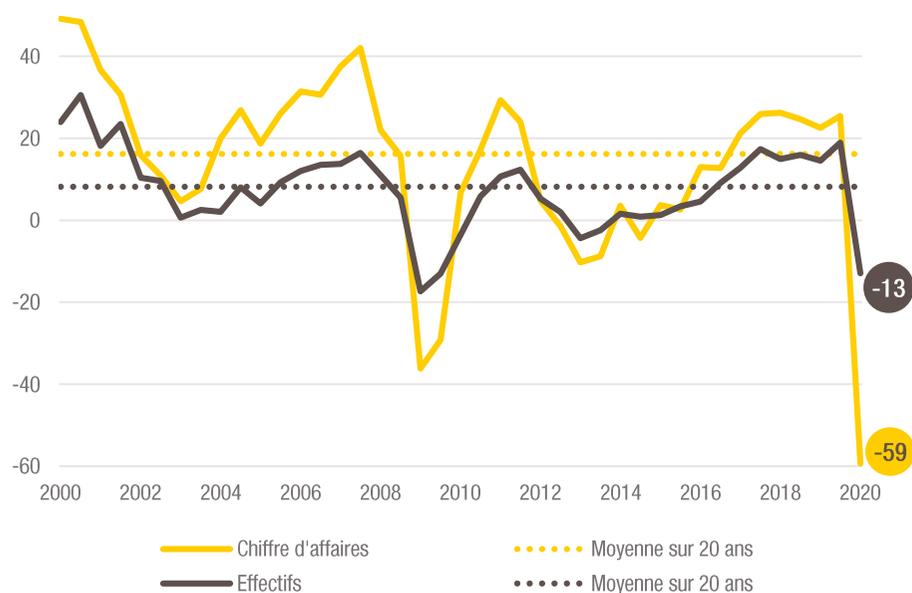


ACTIVITÉ ET EMPLOI

Recul de l'activité et des embauches en 2020

Les chefs d'entreprises révisent nettement à la baisse leurs perspectives de chiffre d'affaires cette année et, dans une moindre mesure, d'embauche.

- **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +25 à -59 entre les interrogations de novembre 2019 et mai 2020.
Champ : total (N=5556)

Source : Bpifrance Le Lab

La crise sanitaire et les mesures de confinement mises en place pour contrer l'épidémie, en France et à l'étranger, ont entraîné un choc économique sans précédent. Les dirigeants de PME anticipent logiquement un recul marqué de leur chiffre d'affaires cette année.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires de l'année en cours enregistre une chute historique de 84 points et s'établit à -59, au plus bas depuis la création de l'enquête et à un niveau bien inférieur au plancher observé pendant la crise financière (-36 en 2009). Ce résultat témoigne de l'ampleur et la soudaineté du choc.
- Les PME prévoient en moyenne une contraction de leur chiffre d'affaires de 15 % en 2020. Seuls 9 % des dirigeants anticipent une hausse de leur activité cette année. 68 % prévoient une contraction de leur chiffre d'affaires et 23 % une stabilisation.

En cohérence avec le recul de l'activité, les dirigeants comptent réduire leurs effectifs. La correction sur l'emploi serait toutefois moins forte que celle sur l'activité, possiblement en lien avec la mise en place du dispositif d'activité partielle pendant le confinement.

- L'indicateur en solde d'opinion perd 28 points sur 1 an à -13, proche de mais supérieur au plus bas historique atteint en 2009 (-17).



Les résultats de l'enquête sont globalement cohérents avec l'évolution de l'indicateur du climat des affaires de l'Insee, qui a chuté dès le mois de mars pour atteindre un plancher à -53 en avril, au plus bas depuis la création de la série. Les enquêtes du mois de juin signalent un net redressement de l'activité, qui reste toutefois dégradée. L'Insee prévoit une baisse record de l'ordre de 17 % du PIB au 2^e trimestre 2020, après un recul de 5,3 % au T1, et indique que le PIB pourrait se contracter de 9 % cette année (*Cf. Point de conjoncture du 8 juillet, Insee*). La Banque de France anticipe une contraction du PIB de 10,3 % cette année dans son scénario central (*Cf. Projections macroéconomiques – juin 2020, Banque de France*).

Activité

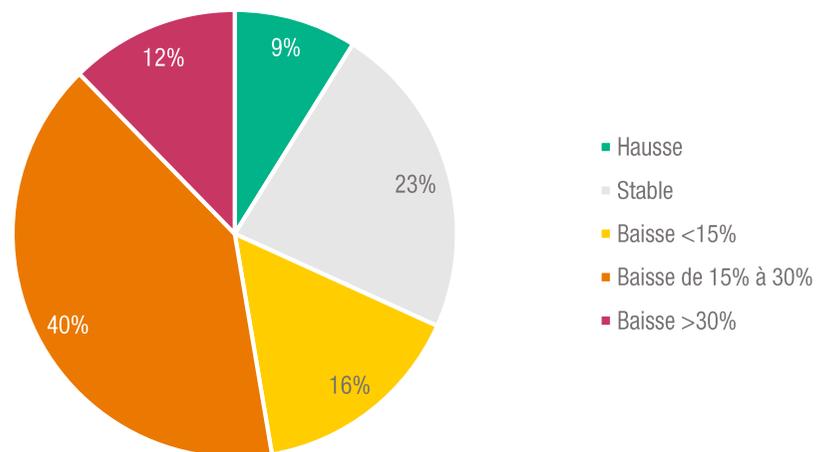
Un choc d'une ampleur sans précédent, en particulier dans les secteurs du Tourisme

Plus de la moitié des PME anticipent une baisse de leur chiffre d'affaires de plus de 15 % cette année. Les PME du Tourisme sont de loin les plus fortement touchées par la crise.

L'impact du choc économique lié au coronavirus et aux mesures de restrictions mises en place pour faire face à l'épidémie est d'une ampleur inédite.

- 68 % des dirigeants anticipent un recul de leur chiffre d'affaires cette année. Plus précisément, ils sont 16 % à prévoir une diminution modérée de leur activité, inférieure à 15 %. L'impact serait plus violent pour une majorité de PME, 40 % des chefs d'entreprise anticipant une perte comprise entre 15 % et 30 % de leur chiffre d'affaires cette année et 12 % une baisse supérieure à 30 %. Ceci reflète la violence du choc à court terme sur l'activité des PME.
- La correction de l'activité serait un peu moins forte chez les TPE que chez les PME de plus de 10 salariés. Par ailleurs, les entreprises à la fois exportatrices et innovantes s'en sortiraient mieux que les autres PME.

• GRAPHIQUE 2 : ÉVOLUTION ATTENDUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES CETTE ANNÉE



Champ : Total (N=5556)

Source : Bpifrance Le Lab

Les disparités sectorielles et régionales sont importantes.

- Les PME du Tourisme sont de loin les plus affectées, alors que l'impact du confinement y a été très fort et la levée des mesures de confinement y est plus lente. Elles anticipent une contraction de leur chiffre d'affaires de 39 % en moyenne cette année.

Cf. focus sectoriel à venir

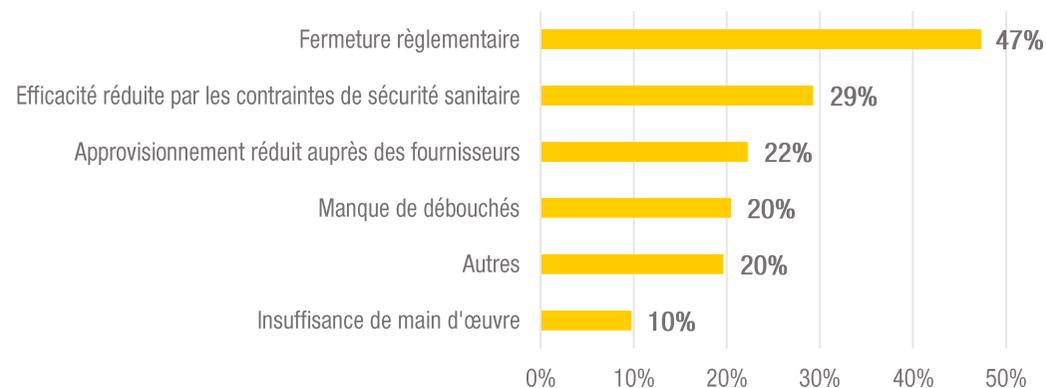
- Le chiffre d'affaires des PME a été davantage affecté en Île-de-France, particulièrement touchée par l'épidémie, ainsi qu'en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, région très touristique.

Cf. focus régional à venir

Les fermetures règlementaires mais aussi les normes sanitaires à appliquer post-confinement sont les principales explications à cette baisse de chiffre d'affaires.

- La perte de chiffre d'affaires liée à la crise s'explique pour près de la moitié des PME par la fermeture règlementaire de leur activité (47 %*). Cette proportion grimpe à près de 90 % dans le Tourisme.
- La deuxième raison principale, citée par 29 % des dirigeants, est la difficulté pour les PME de produire avec la même efficacité qu'auparavant pour servir la demande, du fait des contraintes de sécurité sanitaire à appliquer. C'est particulièrement le cas pour les PME industrielles (46 % d'entre elles sont concernées). C'est également davantage un frein pour les PME exportatrices et les PME innovantes.
- Près de 20 % des dirigeants imputent cette baisse de chiffre d'affaires au manque de débouchés et à un approvisionnement réduit auprès de leurs fournisseurs. Ces motifs sont particulièrement cités par les chefs d'entreprise opérant dans la Construction (environ 40 % d'entre eux pour chacun des deux motifs).

• GRAPHIQUE 3 : PRINCIPALES RAISONS DE LA BAISSÉ DE CHIFFRE D'AFFAIRES



Champ : Panel numérique, PME anticipant un impact baissier de la crise sur leur chiffre d'affaires annuel en 2020 (N=2506)

Source : Bpifrance Le Lab

Emploi

Révision marquée des perspectives d'emploi, à moindre niveau que lors de la dernière crise

Face au recul de leur chiffre d'affaires, les PME révisent leurs perspectives d'embauche. La correction sur les perspectives d'emploi serait toutefois moindre que celle sur l'activité et inférieure à celle indiquée en 2009.

Les PME revoient nettement leurs perspectives d'emploi cette année, en particulier dans le Tourisme et l'Industrie.

- La révision serait de loin la plus marquée dans le Tourisme, secteur dont l'activité est également la plus affectée par la crise. Les perspectives d'emploi sont également fortement révisées à la baisse dans l'Industrie. La baisse des perspectives serait plus faible dans la Construction bien qu'importante. Les difficultés de recrutement y restent toujours élevées bien qu'en recul (77 % des dirigeants concernés contre 66 % en moyenne tous secteurs confondus).

 Cf. *focus sectoriel à venir*

- Les PME de plus de 10 salariés et les PME exportatrices anticipent également une réduction plus forte de leurs effectifs que les TPE et les PME centrées sur le marché intérieur.

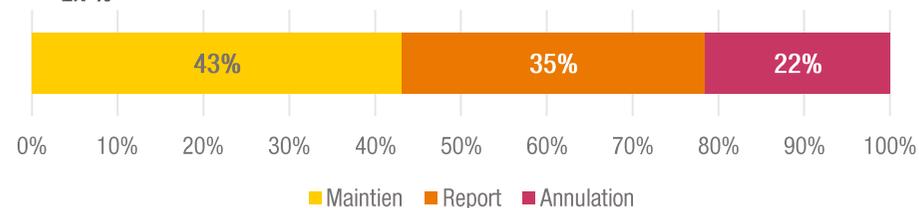
La correction attendue sur les perspectives d'emploi est plus limitée qu'en 2009.

- Le solde d'opinion sur l'emploi pour l'année en cours reste supérieur à son point bas de 2009 (-13 aujourd'hui contre -17 en mai 2009) et la correction serait moindre que celle sur l'activité, davantage que lors des précédents épisodes de crise. Le solde d'opinion sur l'activité est lui nettement en deçà de son précédent point bas (cf. page 7).
- Cette moindre correction sur les perspectives d'emploi pourrait s'expliquer en partie par le recours très important des PME au dispositif d'activité partielle (79 % des PME interrogées sur la mobilisation des dispositifs de soutien déclarent avoir eu recours à l'activité partielle pour un ou plusieurs salarié(s)*, cf. page 11), alors qu'une moitié des PME s'attendent à un retour rapide à un niveau d'activité normal (cf. page 20).

La révision des embauches s'explique davantage par un report des projets d'embauche qu'une annulation.

- Parmi les PME qui avaient formulé des projets d'embauche avant le déclenchement de la crise, 43 % comptent maintenir leur projets*. À l'inverse, 35 % d'entre elles comptent les reporter et 22 % les annuler du fait de la survenue de la crise. Les perspectives d'embauche pour l'année pourraient être en partie révisées à la faveur d'une reprise plus forte qu'anticipée, ce qui semble avoir été observé déjà entre avril et juin (cf. page 21).

• GRAPHIQUE 4: INTENTION VIS-À-VIS DES PROJETS D'EMBAUCHE
EN %



Champ : Panel numérique, PME ayant formulé des projets d'embauches (N=2038)

Source : **Bpifrance Le Lab**



D'après la DARES, 27 000 suppressions de postes ont été envisagées dans le cadre des plans de sauvegarde de l'emploi en cumul depuis le 1^{er} mars, soit plus de deux fois plus que sur la même période en 2019 (Cf. [Tableau de bord – Situation du marché du travail durant la crise sanitaire au 7 juillet 2020](#)). Le taux de chômage pourrait avoisiner 10 % de la population active en 2020 selon la Banque de France (Cf. [Projections macroéconomiques – juin 2020, Banque de France](#)), après 8,4 % en 2019 (BIT, France entière).

02.

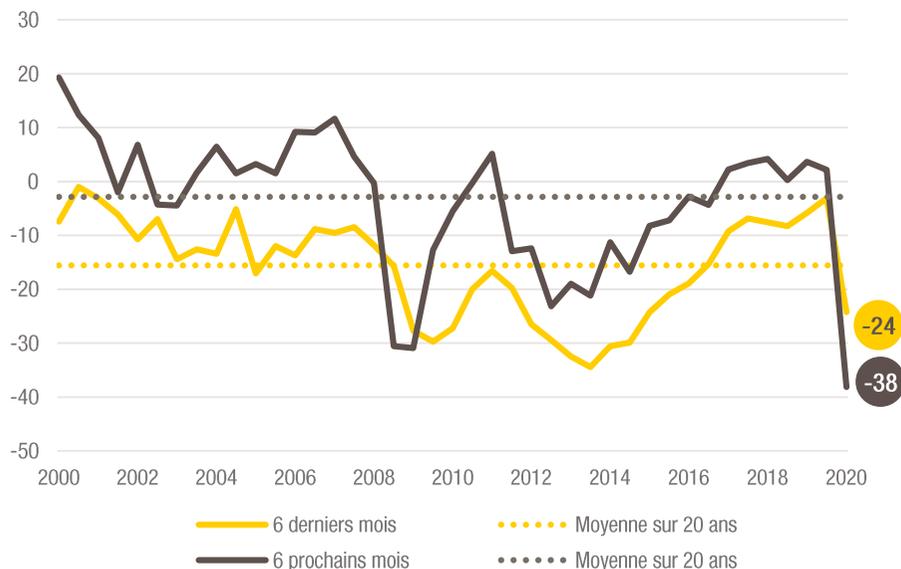
**SITUATION
FINANCIÈRE,
ACCÈS AU CRÉDIT
ET INVESTISSEMENT**

Les PME ont fortement sollicité les dispositifs de soutien face à la nette détérioration de leur trésorerie



La situation de trésorerie des PME s'est logiquement sensiblement détériorée et continuerait de se dégrader à court terme. Pour pallier leurs besoins de trésorerie, les PME ont massivement sollicité les dispositifs de soutien publics.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2019, la part des PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 24 points à la part déclarant une trésorerie aisée.
Champ : total (N=5556)

Source : Bpifrance Le Lab

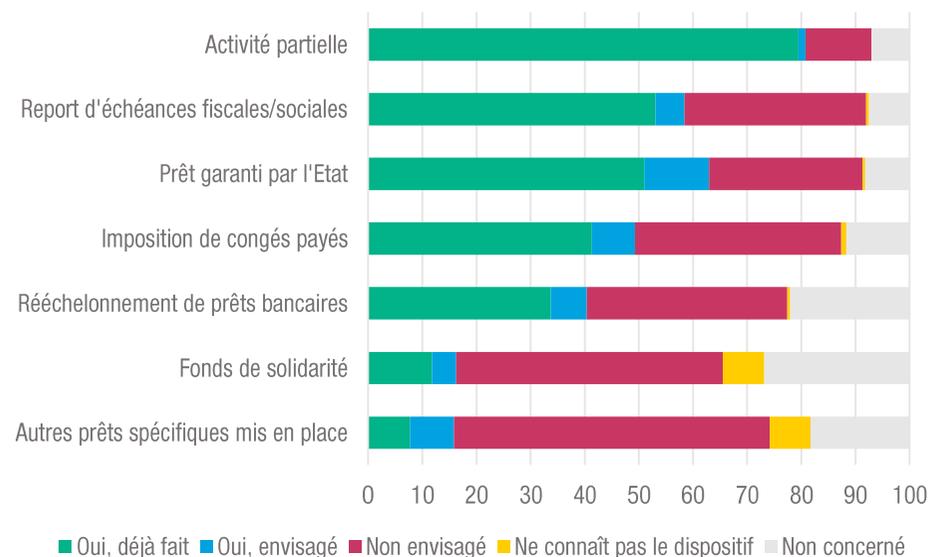
Les PME font part d'une nette dégradation de leur situation de trésorerie au cours des 6 derniers mois, qui se poursuivrait à court terme.

- L'indicateur en solde d'opinion perd 18 points en un an à -24, un niveau supérieur au plus bas historique atteint pendant la crise financière. Là encore, sans surprise, les trésoreries se sont davantage tendues dans le secteur du Tourisme.
- À noter que la trésorerie s'est davantage dégradée chez les PME exportatrices, qui sont désormais un plus nombreuses en proportion à considérer leur situation de trésorerie difficile (38 % après 22 % il y a un an, contre 34 % chez les non-exportatrices).
- La situation de trésorerie resterait très difficile dans les prochains mois. L'indicateur sur l'évolution future de la trésorerie chute à un plus bas historique (-42 points à -38).

Face à la détérioration de leur trésorerie, les PME ont massivement eu recours aux dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics.

- 90% des PME déclarent avoir mobilisé au moins un dispositif public.
- Les entreprises semblent par ailleurs très bien informées sur les dispositifs déployés pour faire face à la crise : très peu d'entreprises déclarent ne pas connaître les différents dispositifs.

• GRAPHIQUE 6 : MOBILISATION DES DISPOSITIFS DE SOUTIEN (EN %)



Champ : Panel numérique (N=2875)

Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés de trésorerie rencontrées sont jugées à ce stade surmontables

Compte tenu des dispositifs de soutien mobilisés, les PME jugent les difficultés de trésorerie rencontrées surmontables pour une large majorité.

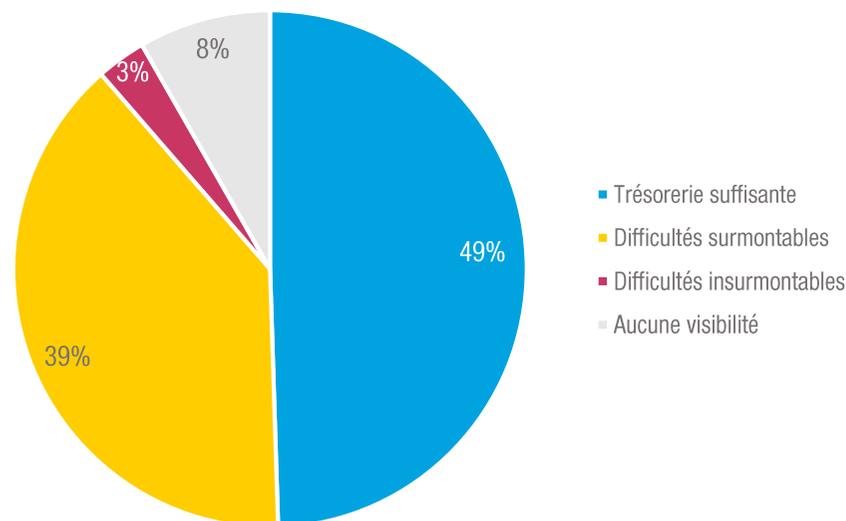
Plus particulièrement :

- Les PME déclarent un recours massif à l'activité partielle (79 % des PME interrogées, cf. graphique 6, page 11). Le recours effectif pourrait toutefois être plus faible, étant donné que les entreprises ayant effectivement fait des demandes d'indemnisation sont moins nombreuses que les entreprises ayant déposé des demandes d'autorisation de chômage partiel.
- Les PME sont 51 % à déclarer avoir eu recours au PGE. Avec 12 % des entreprises qui envisagent encore de mobiliser ce dispositif, le taux de recours pourrait continuer d'augmenter.
- Le recours au report de charges sociales et fiscales est équivalent à celui du PGE (53 % des PME interrogées y ont eu recours et 5 % envisagent de le demander).
- La pose de congés obligatoires semble avoir été beaucoup moins mobilisée par les entreprises (41 % d'entre elles) que l'activité partielle.
- Le recours au fonds de solidarité est plus modeste (12 % des PME interrogées). Les critères d'éligibilité sont plus restrictifs que pour les autres dispositifs (moins de 11 salariés, baisse de 50 % du CA, etc.). Ce taux ne représente pas un taux de recours pour les PME éligibles.
- Enfin, les entreprises sont 34 % à déclarer avoir bénéficié de la renégociation de leurs échéances bancaires.

Les entreprises estiment que, compte tenu de la mobilisation des dispositifs de soutien public, elles seraient en mesure de surmonter les difficultés financières rencontrées.

- Près de la moitié des PME (49 %) estiment que leur trésorerie est suffisante pour affronter la crise*. 39 % estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables compte tenu des mesures de soutien sollicitées.
- En revanche, 3 % des PME jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées au regard de la crise.

• GRAPHIQUE 7 : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



Champ : Panel numérique (N=2875)

Source : Bpifrance Le Lab

La plupart des PME combinent le recours à plusieurs dispositifs

La plupart des PME répondantes déclarent avoir eu recours à plusieurs dispositifs publics*: 74 % ont bénéficié d'au moins deux dispositifs, et 49 % d'au moins trois dispositifs. 46 % des PME ont mobilisé le PGE et l'activité partielle. 35 % déclarent avoir mobilisé le PGE et le report de charges. Enfin, 33 % des PME auraient mobilisé à la fois le PGE, l'activité partielle et le report de charges.

Les PME bénéficiaires du fonds de solidarité ont particulièrement mobilisé les dispositifs publics. Les bénéficiaires du fonds de solidarité sont 97 % à avoir mobilisé au moins deux dispositifs publics, et 88 % à avoir mobilisé au moins 3 dispositifs : 69 % ont demandé un PGE, 90 % ont eu recours à l'activité partielle et 76 % ont utilisé le report de charges.

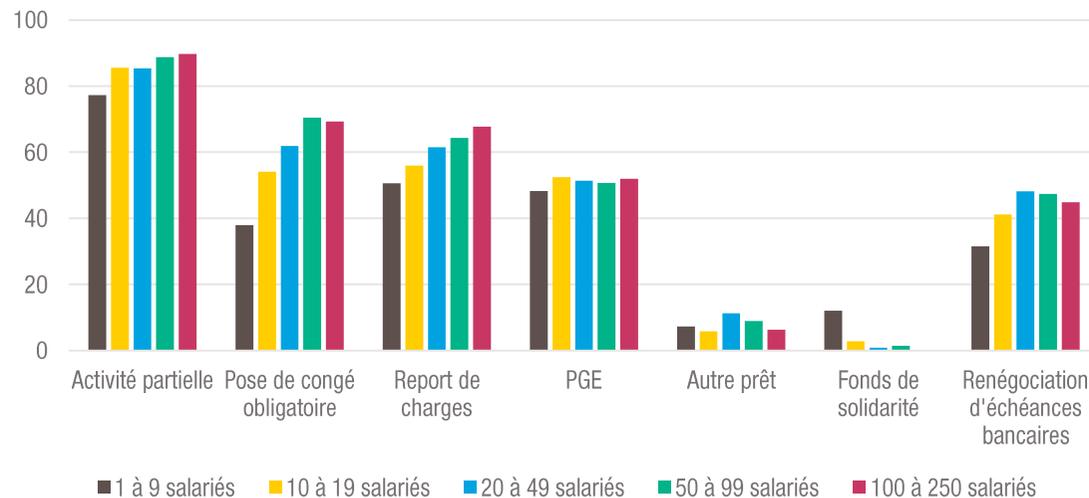
Le recours aux dispositifs publics augmente avec l'ampleur du choc ressenti par les PME. De même, les PME anticipant une reprise difficile ont recours à davantage de dispositifs que les entreprises anticipant un retour rapide à la normale.

Le nombre de dispositifs mobilisés augmente avec la taille de l'entreprise (cf. graphique 8) : 85 % des entreprises de 100 à 250 salariés ont mobilisé au moins deux dispositifs publics, contre 71 % des entreprises de 1 à 9 salariés. Le taux de recours est croissant avec la taille de la PME, notamment pour l'activité partielle, la pose de congé obligatoire et le report de charges. Il est décroissant pour le fonds de solidarité pour des raisons d'éligibilité. En revanche, le taux de recours au PGE varie peu selon la taille de l'entreprise.

En lien avec un choc ressenti plus violent et une reprise attendue plus difficile, les PME du secteur du Tourisme ont particulièrement mobilisé les dispositifs publics, en particulier les dispositifs les moins répandus (fonds de solidarité, autres prêts). À l'inverse, le secteur du Commerce déclare un taux de recours plutôt bas aux différents dispositifs, ce qui reflèterait la situation particulière du secteur : alors qu'une partie des établissements sont restés fermés, ceux qui étaient ouverts ont pu voir leur activité augmenter pendant le confinement. 14 % des répondants du secteur du commerce déclarent d'ailleurs un impact neutre ou à la hausse de la crise sanitaire sur leur activité.

Graphique 8 : Taux de recours aux différents dispositifs selon la taille de l'entreprise

% des entreprises ayant mobilisé les dispositifs



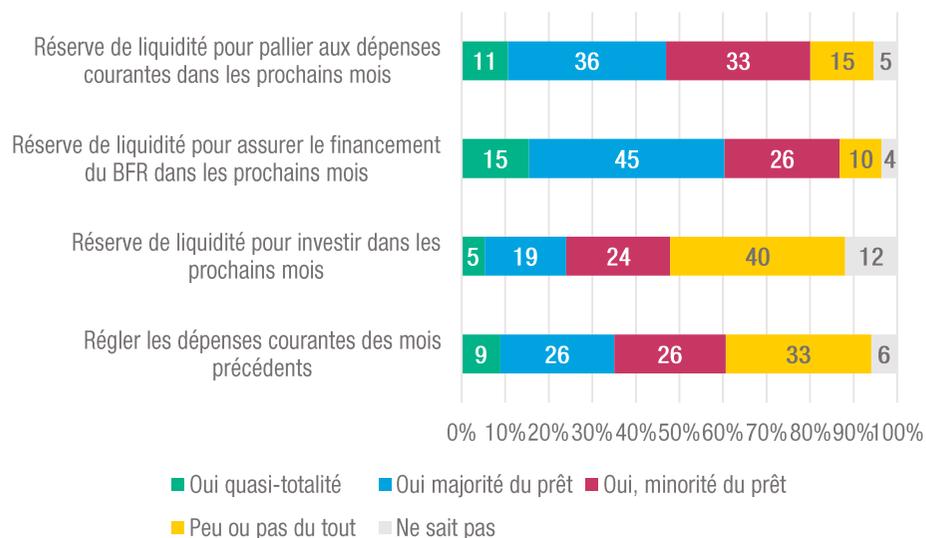
FOCUS

Pour une majorité de bénéficiaires, le PGE restait à mi-juin encore en large partie à mobiliser

Parmi les PME ayant souscrit un PGE, 33 % déclarent ne pas avoir encore dépensé leur PGE. Ces PME affirment massivement garder le PGE comme réserve de liquidité pour financer leur besoin en fonds de roulement (BFR) sur les prochains mois, plus minoritairement pour financer des investissements.

Graphique 9 : Usages envisagés pour le PGE

En %



Champ : Panel numérique (N=1811)
Source : Bpifrance Le Lab

Parmi ces entreprises n'ayant pas dépensé leur PGE on retrouve en plus forte proportion les grandes PME (8% d'entreprises dans cette situation ont de 100 à 249 salariés, alors qu'elles ne comptent que pour 4% dans l'ensemble de l'échantillon). On en retrouve un peu plus dans l'industrie (32% des entreprises n'ayant rien dépensé sont industrielles, versus 29% de l'ensemble des répondants) et un peu moins dans le tourisme (4% versus 5). Les entreprises n'ayant rien dépensé sont un peu plus nombreuses que les autres à trouver que leur trésorerie est suffisante (60% contre 54% pour l'ensemble des répondants).

26 % d'entreprises supplémentaires déclarent avoir dépensé à date seulement une minorité de leur PGE. **Au total, le PGE pourrait représenter à mi-juin encore en totalité ou en majeure partie de la trésorerie mobilisable dans les prochains mois pour 59 % des PME.**

9 % des PME déclarent avoir utilisé la quasi-totalité de leur PGE pour régler des dépenses courantes passées, mais ce chiffre est à nuancer :

- 6% (sur ces 9%) la considèrent également comme quasi entièrement de la réserve de liquidité pour les mois futurs. Il est possible qu'une grande partie de ces entreprises utilisent en fait le PGE pour financer leur BFR, qu'elles aient donc décaissé une part significative du PGE, mais qu'elles en aient en fait recouvré (ou qu'elles s'attendent à recouvrer) une partie significative en percevant les autres aides publiques (remboursement du chômage partiel par exemple).
- **Au final, seulement 3 % des bénéficiaires déclarés du PGE annoncent avoir utilisé la totalité du PGE et ne déclarent pas d'autre utilisation majoritaire du PGE.**

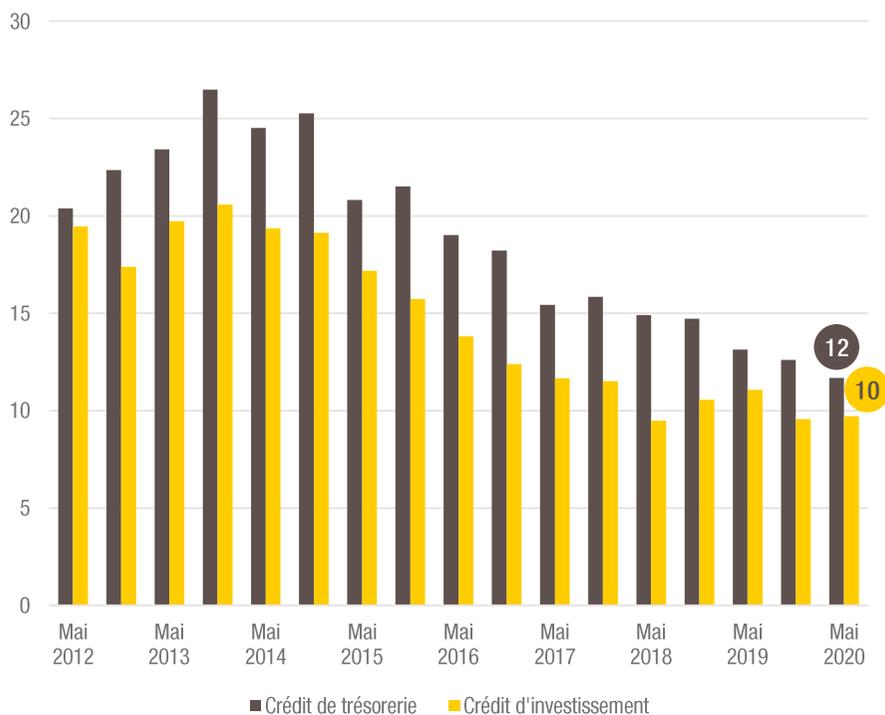
Parmi les 26 % de PME déclarant avoir décaissé une majorité du PGE, 62 % déclarent également au moins un autre usage majoritaire. Pour les mêmes raisons qu'évoquées plus haut, ces 16 % des PME bénéficiaires du PGE pourraient n'avoir décaissé qu'un montant équivalent au maximum à la moitié de leur PGE. On peut donc en conclure que seulement 10 % des PME ayant obtenu un PGE auraient décaissé avec certitude une majorité du prêt.

Les PME ayant déjà dépensé leur PGE sont logiquement celles qui connaissent le plus de difficultés. Les entreprises qui déclarent avoir dépensé la quasi-totalité de leur PGE déclarent un impact plus important de la crise sur leur activité que les autres répondants : 43 % anticipent une baisse de CA supérieure à 30 %, contre 23 % pour l'ensemble des répondants. De même, elles anticipent une reprise plus difficile (68 % anticipent une reprise difficile contre 50 % pour l'ensemble des répondants).

Les conditions d'accès au crédit restent aisées

Malgré le choc économique d'ampleur, on n'observe pas de resserrement des conditions de crédit de trésorerie ou d'investissement à ce stade.

• **GRAPHIQUE 10 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %**



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie, en baisse quasi continue depuis fin 2013, poursuivent leur repli.

- Seules 12 % des PME déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie, une proportion en baisse sur un an (13 % en mai 2019). Le taux de recours important des PME au dispositif de prêts garantis par l'Etat (PGE, cf. graphique 6 en page 11), qui permet de fournir des liquidités aux entreprises pour faire face à leurs besoins de trésorerie pendant la crise, explique probablement en grande partie le maintien de conditions de crédit à court terme favorables malgré la crise traversée.
- L'accès au crédit de trésorerie s'est en particulier nettement assoupli pour les PME du Tourisme, où les difficultés restent toutefois plus élevées que dans les autres secteurs (22 % après 26 % il y a un an), ainsi que pour les PME de la Construction (11 % après 16 %). Cet assouplissement des conditions de financement à court terme dans le Tourisme peut s'expliquer par un recours plus fort des PME de ce secteur au PGE (77 % d'entre elles déclarent l'avoir déjà sollicité contre 51 % en moyenne tous secteurs confondus).
- Pour les PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, la raison principale, en forte hausse cette année, demeure de loin le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines (cité par 56 % des PME après 43 % il y a un an).

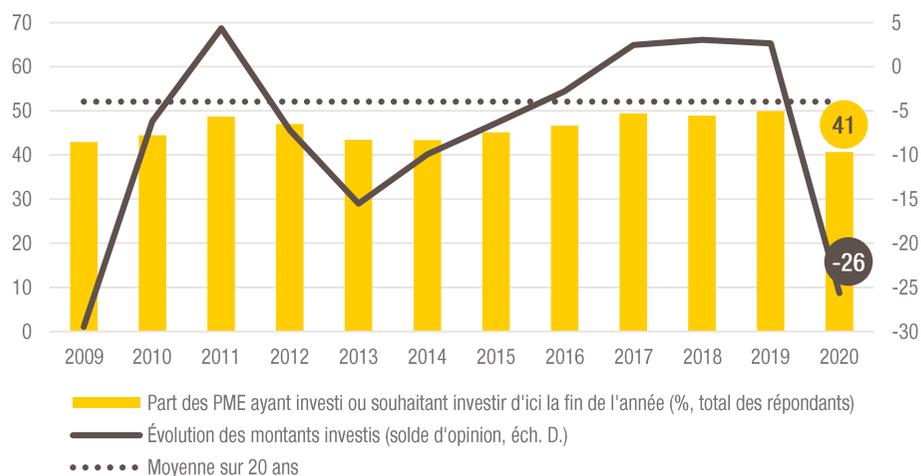
Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont globalement stables depuis 2 ans.

- Seules 10 % des PME ont rencontré des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion stable sur 6 mois et en légère baisse sur un an (11 % en mai 2019).
- Sur un an, les difficultés sont en baisse dans tous les secteurs. Là encore, les PME du Tourisme sont de loin celles qui déclarent le plus de difficultés d'accès, en nette diminution néanmoins cette année (21 % après 27 % il y a un an). Les TPE font également part d'un accès plus aisé au crédit d'investissement (12 % rencontrent des difficultés après 16 % il y a un an).
- Les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement citent la fragilité financière de leur entreprise comme la principale raison, en forte progression cette année (73 % après 63 % il y a un an).

L'investissement est attendu en net recul

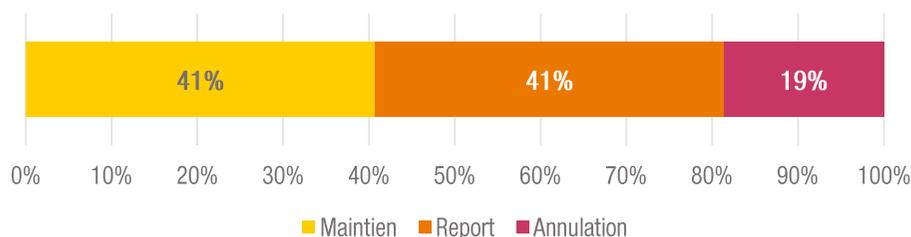
L'investissement corrigerait fortement cette année, pénalisé par les incertitudes élevées et les difficultés financières. Les PME semblent toutefois privilégier le report à l'annulation des projets d'investissement.

• GRAPHIQUE 11 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS



Champ : Total (N=5556)
Source : Bpifrance Le Lab

• GRAPHIQUE 12 : INTENTIONS VIS-À-VIS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT EN %



Champ : Panel numérique, PME ayant formulé des projets d'investissement (N=2083)
Source : Bpifrance Le Lab

41 % des PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2020, une proportion en baisse de 9 points par rapport à l'an passé (pour l'année 2019).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis chute de 29 points en un an à -26, légèrement au-dessus du plus bas historique atteint en 2009 (-29).

- L'investissement chuterait plus fortement dans les Services et le Tourisme (-32 et -35 points respectivement), secteurs dont la chute d'activité est également la plus importante.

Par destination, les PME déclarent réduire particulièrement leurs investissements mobiliers et, dans une moindre mesure, incorporels, plus facilement ajustables à la baisse que les investissements immobiliers. On constate ainsi une hausse relative de l'investissement immobilier (43 % après 36 % il y a un an) au détriment des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers - 49 % après 54 % il y a un an) et incorporels (7 % après 10 %).

Le recul de l'investissement peut refléter deux réalités différentes : un report des projets d'investissement, qui auraient lieu ultérieurement à la faveur de la reprise, ou une annulation totale de ces projets, qui marquerait une remise en cause plus forte du projet de développement de l'entreprise face au choc d'activité.

- Parmi les PME qui avaient formulé des projets d'investissement avant le déclenchement de la crise, 41 % comptent maintenir leur projets*. À l'inverse, 41 % d'entre elles comptent les reporter et 19 % les annuler du fait de la survenue de la crise. Parmi ces dernières, les contraintes de trésorerie jouent dans la décision d'annulation de ces projets d'investissement pour près d'une PME sur deux.



L'investissement est attendu en nette contraction cette année. Au 1^{er} trimestre 2020, il a chuté de 10,5 % selon la 2^e estimation du PIB publiée par l'Insee. La Banque de France prévoit une contraction inédite de l'investissement des entreprises de 23 % sur l'ensemble de l'année dans son scénario central (Cf. Projections macroéconomiques – juin 2020, Banque de France).

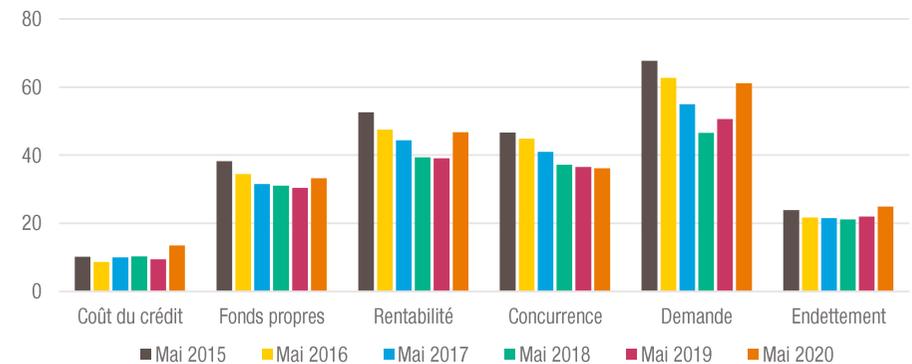
L'investissement est pénalisé par le niveau élevé d'incertitudes

Le comportement d'investissement des entreprises sera clé pour la reprise. Celui-ci est actuellement fortement pénalisé par le contexte économique très incertain et les perspectives de demande dégradées.

La faiblesse de la demande constitue le principal obstacle à l'investissement.

- La faiblesse de la demande constitue le principal obstacle à l'investissement, cité par 61 % des PME, en forte hausse (+10 points en un an). Ceci reflète aussi bien le manque actuel de débouchés que les perspectives de demande dégradées, accentuées par le niveau élevé d'incertitudes.
- Le deuxième obstacle mentionné, en forte hausse également, est la faiblesse de la rentabilité (cité par 47 % des dirigeants, en hausse de 8 points sur un an). En effet, la rentabilité des PME, qui s'était améliorée en 2019, diminuerait significativement en 2020 (solde d'opinion sur l'évolution de la rentabilité pour l'année en cours en baisse de 60 points, à -48).
- Les contraintes de bilan identifiées par les PME restent modérées. L'endettement excessif ne progresse que légèrement parmi les obstacles identifiés, et à un niveau qui reste comparable à mai 2015.
- L'insuffisance de fonds propres est citée comme un frein à l'investissement par un tiers des PME, une proportion en légère progression sur un an (+3 points) mais toujours inférieure aux niveaux observés en 2015/2016.
- Le coût du crédit reste un frein mineur à l'investissement, dans un contexte de conditions de financement toujours très favorables, mais progresse (cité par 13 % des dirigeants, en hausse de 4 points sur un an).

• GRAPHIQUE 13 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT
IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



Champ : Total (N=5556)

Source : Bpifrance Le Lab

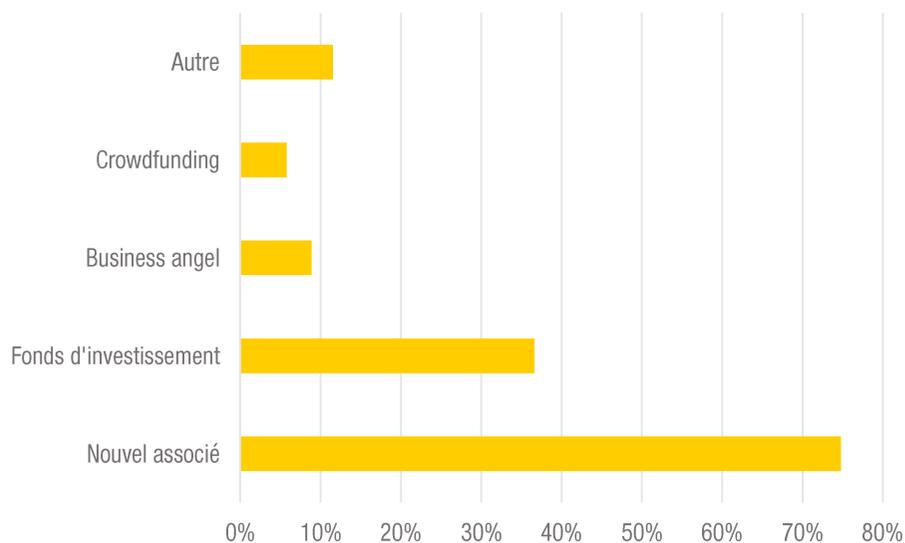
FOCUS

L'ouverture du capital n'est envisagée à ce stade que par une minorité de PME

L'analyse de la question récurrente sur les freins à l'investissement en page 17 montre que le sujet des fonds propres s'est légèrement renforcé mais reste encore à ce stade très modéré dans le contexte du choc économique actuel. Des questions complémentaires ont été posées aux répondants du panel numérique visant à qualifier plus précisément la façon dont les PME qualifient cette problématique dans la phase post-crise.

Graphique 15 : Formes d'ouverture du capital envisagées

En %

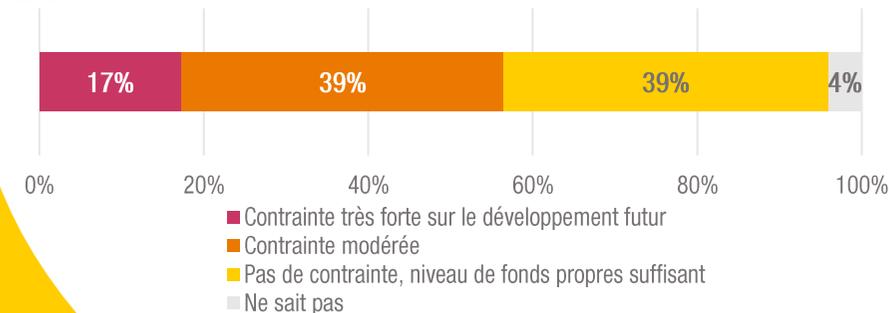


Champ : Panel numérique, entreprises envisageant d'ouvrir leur capital (N=613)

Source : Bpifrance Le Lab

Graphique 14 : Contrainte exercée par les fonds propres sur le développement de l'entreprise

En %



Champ : Panel numérique (N=2875)

Source : Bpifrance Le Lab

Le niveau des fonds propres représente une contrainte forte pour aborder la reprise pour 17 % des PME, et pour 39 % une contrainte modérée* (cf. graphique 14). Les fonds propres ne semblent toutefois pas être un problème significativement accru par la crise sanitaire, puisque la proportion de PME citant les fonds propres comme étant un obstacle à l'investissement (33 %) reste très inférieure à son pic de 2014 (42 %).

- Les PME du Tourisme semblent particulièrement contraintes par le niveau de leurs fonds propres (38 % de contrainte très forte), suivies par les entreprises du transport (24 %).
- Les TPE de 1 à 9 salariés sont 18 % à se considérer fortement contraintes par le niveau de leurs fonds propres, contre 13 % pour les PME de 100 à 250 salariés.

22 % des PME se disent prêtes à ouvrir leur capital, mais cette proportion varie fortement selon les contraintes ressenties des fonds propres sur les possibilités de développement de l'entreprise. Les entreprises déclarant une contrainte très forte du niveau de fonds propres sont 44 % à être prêtes à ouvrir leur capital, alors que les entreprises ne déclarant aucune contrainte ne sont que 14% à l'envisager.

Dans la grande majorité, les PME envisageant d'ouvrir leur capital souhaitent le faire sous la forme de l'arrivée d'un nouvel associé (75 % d'entre elles, cf. graphique 15). Elles sont 37 % à envisager d'ouvrir leur capital à un fonds d'investissement.



03.



**PERSPECTIVES
2021**

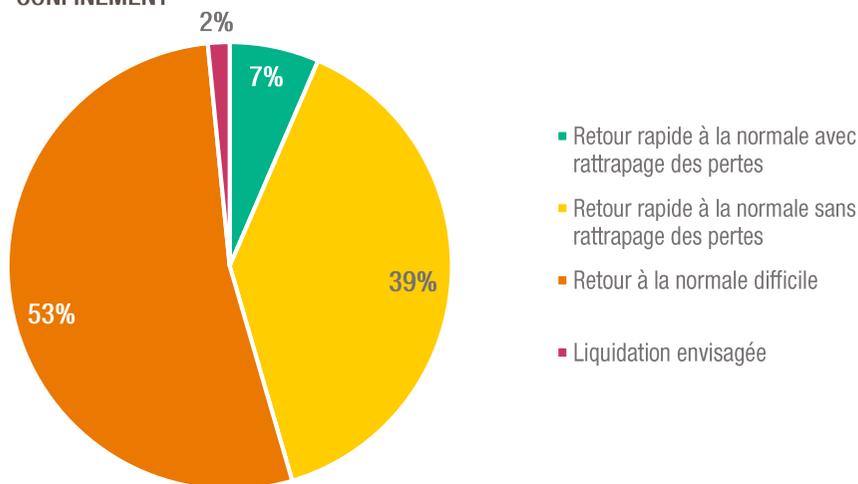
Les perspectives d'activité et d'emploi pour l'année prochaine signalent une reprise d'activité progressive

Un peu moins de la moitié des PME anticipent un retour rapide à un niveau d'activité normal post-confinement.

A l'issue du confinement, une moitié des PME s'attend toujours à une reprise difficile d'activité vers un niveau normal, l'autre moitié table sur un retour rapide mais sans rattrapage des pertes du printemps pour l'essentiel.

- Parmi les entreprises dont le chiffre d'affaires a été négativement impacté par la crise, 53 % des dirigeants estiment que le retour à la normale de l'activité après la levée du confinement se fera difficilement*. 2 % des dirigeants envisagent une liquidation de leur entreprise.
- À l'inverse, 46 % des chefs d'entreprise anticipent un retour rapide à la normale de l'activité, mais dont 39 % sans rattrapage des pertes accumulées pendant le confinement. Seuls 7 % s'attendent à une reprise rapide avec rattrapage des pertes.

• GRAPHIQUE 16 : REPRIS D'ACTIVITÉ ANTICIPÉE APRÈS LA LEVÉE DU CONFINEMENT



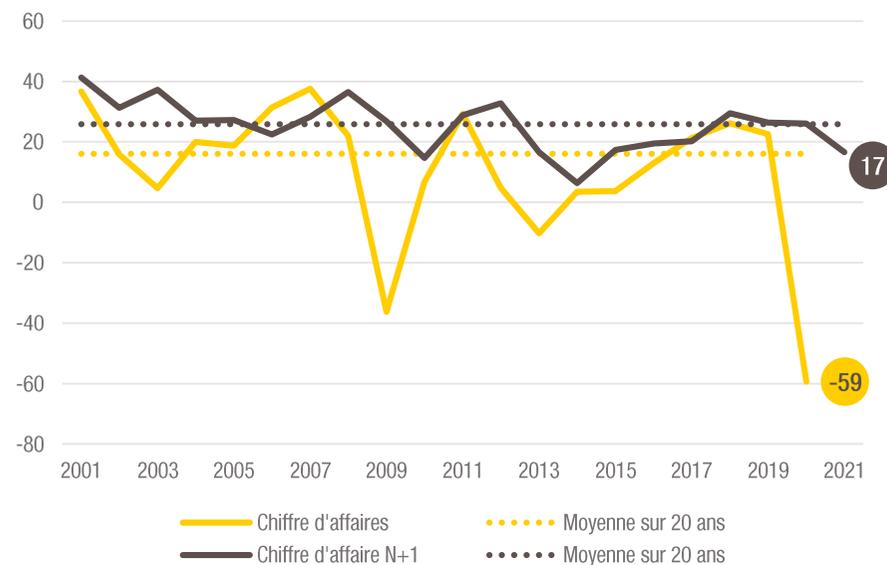
Champ : Panel numérique, PME anticipant un impact baissier de la crise sur leur chiffre d'affaires annuel en 2020 (N=2506)
Source : Bpifrance Le Lab

*Panel numérique, cf. Méthodologie

Les indicateurs sur les perspectives d'activité et d'emploi pour 2021 ne marquent pas une correction aussi forte que les indicateurs d'activité courante, ce qui pourrait signaler un début de normalisation de la situation après le trou d'air du printemps.

- L'indicateur prévisionnel d'activité perd 9 points à +17 et l'indicateur prévisionnel des effectifs recule de 12 points sur 1 an, à +13, signalant des perspectives toujours dégradées pour les prochains trimestres. En effet, le jugement sur les carnets de commande à venir est toujours dégradé (le solde d'opinion perd 32 points à -21), en particulier chez les PME exportatrices (-43 points à -24).
- Les soldes d'opinion sur les perspectives d'activité, de carnets de commande et d'emploi restent cependant supérieurs à ce que l'on a pu observer lors des précédents creux (respectivement +6, +3 et -35), alors que les indicateurs d'activité courante ont plongé à des niveaux inédits, signalant que le redressement est déjà à l'œuvre.

• GRAPHIQUE 17 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS ET L'ANNÉE SUIVANTE
SOLDE D'OPINION EN %



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a diminué de 9 points sur 1 an pour s'inscrire à +17 en mai 2020 pour 2021.
Source : Bpifrance Le Lab

Les PME ont révisé à la hausse leurs anticipations depuis fin avril

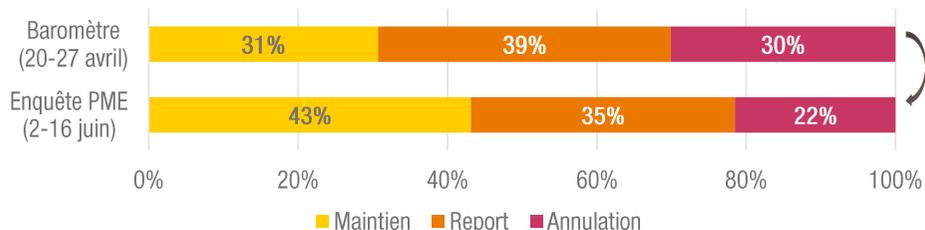
Les PME sont plus optimistes qu'en avril dernier sur leurs intentions d'embauche et d'investissement et sur leur capacité de rebond post crise

Nous avons interrogé les PME fin avril à l'occasion du baromètre trimestriel. En comparant les réponses (redressées par taille et secteur d'activité) de ce baromètre trimestriel avec celles de l'enquête semestrielle menée début juin, on observe déjà un changement d'anticipations des PME. Celles-ci sont plus confiantes en l'avenir, signe que la reprise économique est bien enclenchée.

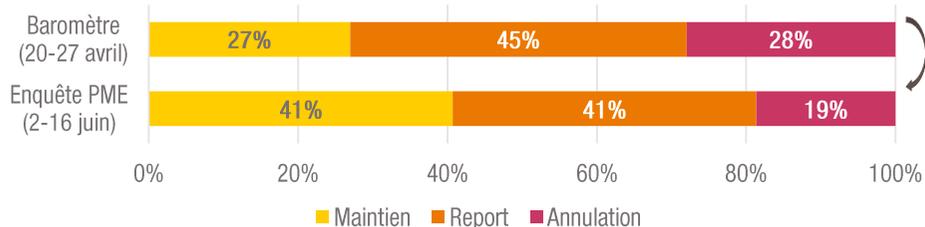
Les PME ont revu à la hausse leurs intentions d'embauche et d'investissement

- Les PME qui avaient formulé des projets d'embauche et/ou d'investissement avant le déclenchement de la crise, sont nettement plus nombreuses qu'en avril à déclarer maintenir leur projets*. À l'inverse, la proportion de celles comptant annuler ces projets a fortement diminué.

GRAPHIQUE 18 : INTENTIONS VIS-À-VIS DES PROJETS D'EMBAUCHES



GRAPHIQUE 19 : INTENTIONS VIS-À-VIS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT



Champ : Panel numérique, PME déclarant une annulation de leurs projets d'embauches / d'investissement (15/16), PME anticipant un impact baissier de la crise sur leur chiffre d'affaires (18).

Source : Baromètre trimestriel de mai 2020 (résultats redressés), 71^e enquête semestrielle de conjoncture, Bpifrance Le Lab

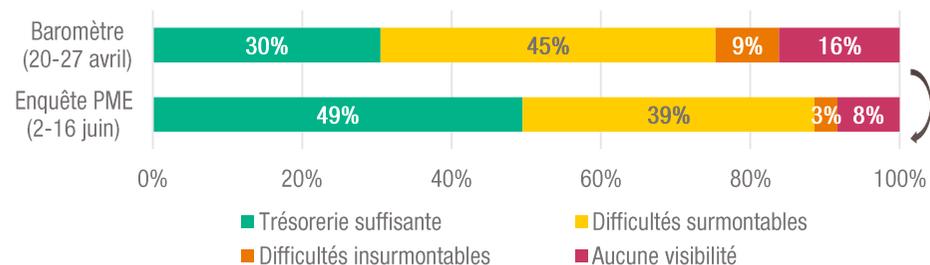
La situation financière des PME est plus favorable pour affronter la crise.

- Les PME se sentent mieux armées face à la crise qu'en avril dernier. En juin, près de la moitié des PME jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise contre 30 % fin avril. La proportion de PME estimant les difficultés rencontrées insurmontables baisse de 9 % à 3 % seulement.

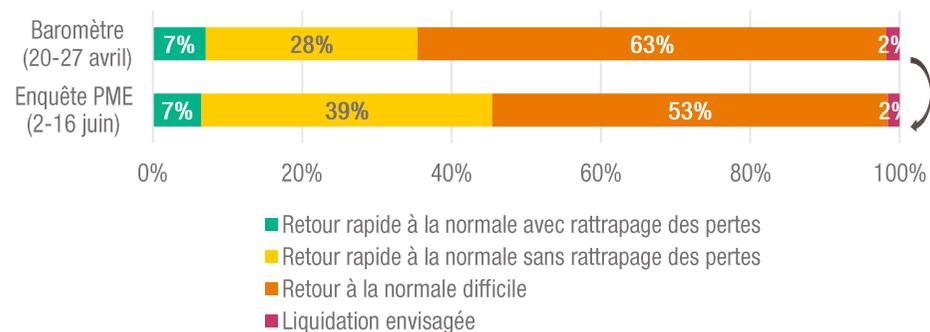
Les PME déclarent une meilleure capacité de rebond post confinement

- Les PME anticipant un retour difficile de leur activité à un niveau normal restent majoritaires mais leur proportion diminue nettement (53 % contre 63 % en avril dernier) au profit de celle entrevoyant un retour rapide à la normale, bien que sans rattrapage des pertes (39 % contre 28 %).

GRAPHIQUE 20 : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE



GRAPHIQUE 21 : REPRISSE D'ACTIVITÉ ANTICIPÉE APRÈS LA LEVÉE DU CONFINEMENT



Conjoncture régionale : synthèse

Toutes les régions subissent un choc économique sans précédent, avec un recul anticipé du chiffre d'affaires compris entre 12 % et 18 % en moyenne. Les PME d'Île-de-France, région particulièrement touchée par l'épidémie, et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, région hautement touristique, anticipent une contraction de 18% et 17% respectivement en moyenne. Les PME bretonnes anticipent également une récession significative (-12%) mais un peu moins forte que dans les autres régions.

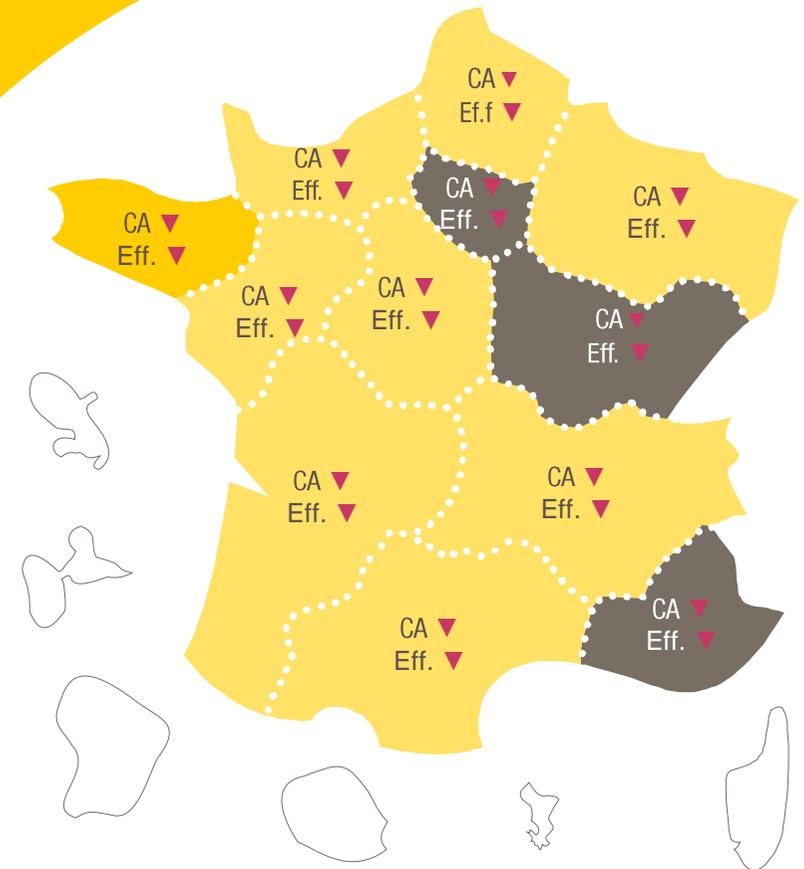
En cohérence, les PME comptent réduire leurs effectifs dans toutes les régions. La correction sur l'emploi serait plus forte en Île-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur*, compte tenu du recul de l'activité plus marqué anticipé dans ces régions.

La santé financière des PME s'est également détériorée quelque soit la région, là encore de manière plus marquée chez les PME franciliennes et provençales. Les dépenses d'investissement reculent fortement, en particulier dans les Hauts-de-France.

Le redressement semble en cours dans toutes les régions, où les perspectives d'activité sont certes légèrement dégradées mais d'une ampleur bien plus faible que l'indicateur d'activité courante. Plus de la moitié des PME en Centre-Val-de-Loire, en Occitanie et en Centre-Val de Loire envisagent un retour rapide de leur activité proche d'un niveau normal après le confinement, même si elles ne prévoient majoritairement pas de rattrapage de leurs pertes accumulées au printemps. La reprise serait en revanche plus difficile pour les PME du Grand-Est, de Normandie et des Hauts-de-France.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur www.bpifrance-lelab.fr

*Analyse régionale tenant compte de la volatilité des séries



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- Inférieure à -15%
- De -15% à -13%
- Supérieure à -13%
- Non significatif
- ▲ Solde d'opinion en hausse sur un an
- ▶ Solde d'opinion stable sur un an
- ▼ Solde d'opinion en baisse sur un an

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2020 ⁽¹⁾

	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019
Ensemble des PME	16	23	-59		8	15	-13		-4	3	-26	
10 – 250 salariés	23	31	-58		14	21	-14		-1	4	-25	
Moins de 10 salariés	6	9	-62		-1	4	-11		-8	0	-26	
Commerce	15	24	-56		7	12	-9		-6	-3	-24	
Construction	10	16	-56		6	11	-5		-9	4	-24	
Industrie	18	24	-65		7	15	-20		0	3	-24	
Services	21	26	-50		13	19	-5		-3	10	-22	
Tourisme	7	13	-93		1	7	-53		-10	-14	-49	
Transports	11	23	-67		8	15	-14		-5	-2	-35	

ANNÉE 2021 ⁽¹⁾

	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019	Moyenne 2000 à 2019	Mai 2019	Mai 2020	Évolution / Mai 2019
Ensemble des PME	26	26	17		16	25	13					
10 – 250 salariés	32	32	21		19	29	16					
Moins de 10 salariés	17	17	10		12	18	11					
Commerce	26	27	17		14	23	10					
Construction	6	8	6		8	20	11					
Industrie	34	31	22		18	26	13					
Services	30	35	20		24	32	20					
Tourisme	16	9	9		3	4	4					
Transports	15	17	12		10	14	14					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)



04.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les **indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une **entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

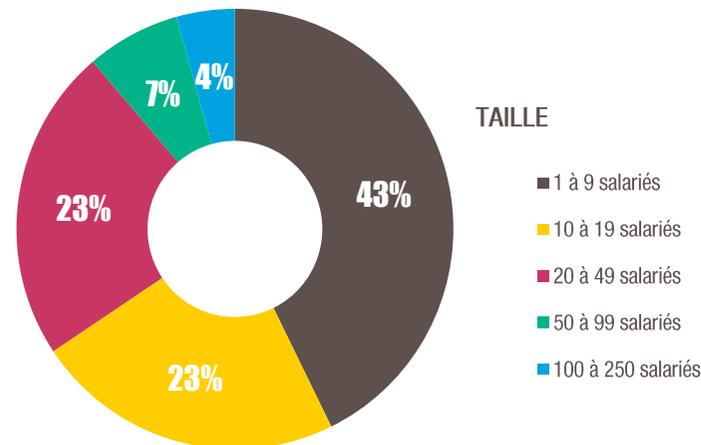
À l'occasion de la 71^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 37 922 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de mi-mai à mi juin.

5 556 réponses reçues avant le 16 juin, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise en cours liée à la Covid-19 ont été introduites dans le panel numérique. 2875 réponses à ces questions ont été analysées. Les réponses à ces questions ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des PME françaises:

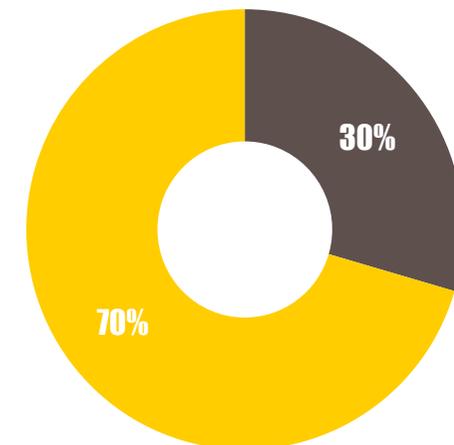
- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories



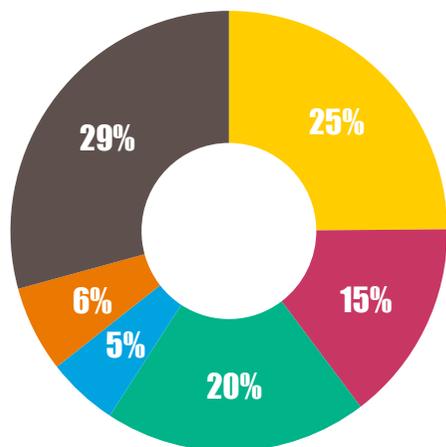
CARACTÈRE INNOVANT

- Innovantes
- Non innovantes



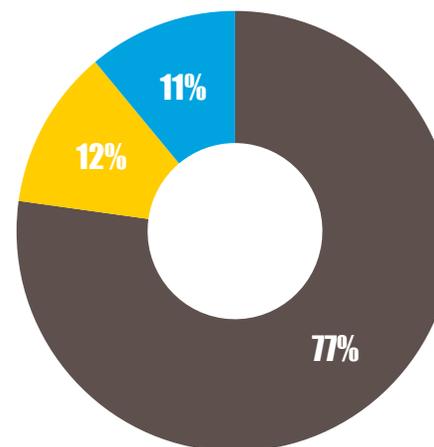
SECTEUR D'ACTIVITÉ

- Industrie (1)
- Construction (2)
- Commerce (3)
- Transports
- Tourisme
- Services (4)



EXPORT

- Non exportatrices
- Moyennement exportatrices
- Fortement exportatrices



(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 7 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation
 (2) 13 % bâtiment, 2 % travaux publics
 (3) 2 % commerce et réparation automobile, 11 % commerce de gros, 7 % commerce de détail
 (4) 24 % services aux entreprises, 5 % services aux particuliers

Responsables de l'étude : Emmanuelle Masson, Laetitia Morin
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

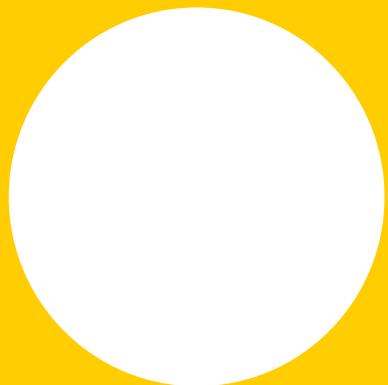
Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

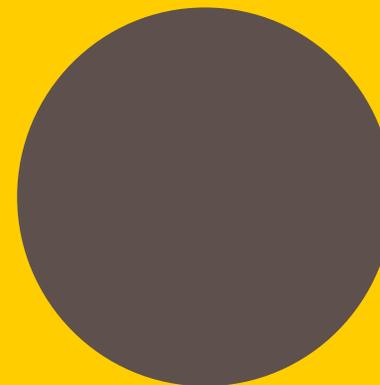


27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

[bpifrance-lab.fr](https://www.bpifrance-lab.fr)



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr